

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 40 - 1 FRANC - 2-2-1972

SAUVER PARIS

REPUBLIQUE ou MONARCHIE

REPONSE DE
PAUL SÉRANT, écrivain

La face cachée de

Scandale à propos de la feuille d'impôts du Premier ministre, scandale de l'affaire Rives-Henrys, de la Garantie Foncière, scandales à Arras, à Bordeaux, scandale où l'on voit acoquiné un truand ancien chef du S.A.C. nommé Loscorz — qui sera capturé par Interpol en Espagne — au responsable du service d'ordre du mouvement Ordre Nouveau. A côté de cela, les malversations d'un médecin qui pour faire « tourner sa clinique », à Tours, utilise des moyens tout à fait étonnants et fort peu déontologiques ne sont que des amusettes. C'est pourtant, là-bas, un petit scandale qui met la ville en émoi ; mais comme l'iceberg, dont on ne voit en surface qu'une infime partie, il émerge tout en cachant l'immense scandale de la médecine en France.

Telle clinique fait paraître dans les journaux un placard publicitaire digne d'Auchan ou de Prisunic. La publicité, pour les établissements hospitaliers, est formellement interdite : sans doute est-ce pour cela que des cliniques de la région parisienne font sans vergogne paraître des annonces dans les Chaix de banlieue.

Tel praticien fait faire une anesthésie générale pour électrocoaguler une simple verrue et n'oublie pas de compter un jour de clinique même si la patiente a été hospitalisée trois heures. Autres abus, théoriquement répréhensibles : des médecins font faire les accouchements par les sages-femmes dans les maternités, mais n'oublient jamais de compter le tarif médecin, même s'ils n'ont pas montré leur nez, occupés à leur partie de golf.

DE LA MATERNITÉ... AU « MARCHÉ NOIR »

Dans de nombreuses maternités, dès qu'un accouchement traîne, on fait une césarienne, cela va plus vite, c'est plus commode et cela rapporte plus. Les stérilets n'étant pas remboursés par la Sécurité sociale, on les pose « au noir » et à tarif libre : c'est au moins cela qui échappe au fisc. Inversement on fait prendre en charge par la Sécurité sociale des interventions d'ordre esthétique : on baptise éventration, hypertrophie mammaire ou déviation de la cloison nasale une bedaine un peu adipeuse, une poitrine dégoulinante ou un nez busqué ; ainsi la collectivité paye-t-elle la lipectomie, le lifting ou la nasoplastie.

Si vous avez des capitaux à placer, souscrivez quelque part au « Revenu Immobilier », qui vous promet de placer votre argent dans des « affaires à rentabilité maximum » ; « nous construisons, pour louer, des buildings commerciaux, des supermarchés, des cliniques... ». Devant de telles annonces on se demande s'il s'agit encore de défendre le capital-santé ou la santé du Capital.

Il existe actuellement un véritable marché noir du « droit à l'exploitation des lits » ; de même que pour les licences de bistrots et les visas d'exportation de

médicaments, l'Etat accorde l'autorisation de créer de nouveaux lits avec une grande parcimonie sur des critères assez mal connus. Si une clinique désire s'étendre elle devra constituer à grand-peine un dossier qui passera d'administration en administration pour aboutir à Paris, où il restera sous le coude de quelque fonctionnaire du ministère pendant plusieurs années. Si le médecin « s'accroche » et envoie lettres sur lettres, on finit par lui répondre et les réponses sont presque toujours négatives. Il est donc plus commode au médecin de racheter des lits à une autre clinique, qui ferme ou qui en a trop. Racheter les lits de cette manière coûte entre un et trois millions d'anciens francs. Seuls, bien sûr, « les gros » peuvent se payer un tel luxe. Pour avoir une réponse positive du ministère, il conviendra d'être inscrit à l'U.D.R. et d'arroser de bacchich tous les échelons administratifs. Gageons cependant que M. Chaban-Delmas, qui vient d'offrir une clinique de plus de cent lits à un de ses proches parents dans la région de Libourne (dont le maire est M. Boulin, ministre de la Santé... Tiens... Tiens...), n'a pas eu besoin de racheter les lits au marché noir ni de graisser la patte à quelques fonctionnaires...

LA GRANDE BRADERIE

Si de curieux procédés semblent régner dans le secteur de l'hospitalisation privée, du moins y respecte-t-on les malades et les Français préfèrent les cliniques car l'atmosphère y est plus accueillante ; ceci fait peut-être oublier cela ; ce qui n'est pas le cas pour l'hospitalisation publique. Il y aurait des livres à écrire sur le gigantesque scandale que représente l'hospitalisation publique, notamment en ce qui concerne le financement et la répartition des crédits pour la construction.

Du haut en bas de l'échelle on brade le matériel, des millions ont été volés sur le chantier de l'hôpital Bégin : aucune importance, c'est l'Etat qui paye. L'émission de télé sur l'anesthésie nous a montré un déploiement de machines et de personnel et tout cela pour une simple éventration. Quel interne n'a pas vu préparer une perfusion avec des médicaments coûteux (extraits de foie antibiotiques) que l'on balançait à la dernière minute parce qu'on trouvait qu'il y avait un peu trop de ceci ou de cela.

Le professeur Minkowski raconte : « Cette salle remplie de couveuses qui s'empilent... nous ne pouvons les utiliser faute de personnel... et c'est un matériel qui coûte une fortune... et il ne sert à rien. » Dans tel service on fait la vaisselle à l'eau minérale car en l'occurrence c'est plus commode que d'aller au robinet. Dans une salle de médecine, l'oxygène s'échappe à toute vitesse : la prise murale est grande ouverte et ne s'ajuste plus ; au bout de deux heures on finit par appeler un ouvrier car les

malades se plaignent du sifflement qui les gêne : coût d'une négligence, 200.000 anciens francs... Et on s'étonne que les hôpitaux soient en déficit... Un chirurgien déclare : « Moi, j'obtiens tout le matériel que je veux. » C'est sans doute pourquoi les antichambres des salles d'opération sont encombrées de matériel dont on ne se sert plus ou dont on ne s'est jamais servi. C'est souvent dans les hôpitaux une débâche d'examen radiologiques et biologiques alors qu'on demande aux praticiens de ville de faire des économies de bout de chandelles.

« Allez, mère, il faut bouffer plus vite ; c'est le nouveau roulement des garçons de salle et il faut terminer de ramasser les plateaux avant qu'ils s'en aillent... » Il est vrai que dans cet hôpital parisien les malades ont en tout et pour tout un rond de saucisson sur leur maigre choucroute... Ces fameux roulements ont « nomadisé » le personnel hospitalier qui continuellement « passe » ; exemple : une sage-femme suit une parturiente pendant tout son travail, mais à la dernière minute, au moment psychologique, elle est remplacée par une autre... Qu'importe ! Comme on dit, « c'est l'hôpital ». Alors on peut traiter les gens comme des chiens.

UNE SALLE POUR MOURIR

Dans l'annexe hospitalière de l'hospice de Lille on regroupe tous les agonisants dans une seule salle ; on ajuste de chaque côté du lit de grandes planches ; ceci pour éviter que lors de son dernier sursaut contre la mort le vieillard ne tombe à terre. On se borne le soir à ramasser les cadavres dans les lits. Dans cet hospice, on se chauffe encore au poêle à charbon, et pour faire bonne mesure on a installé une annexe de l'hôpital psychiatrique au dernier étage. Pourtant les hospices sont toujours pleins. Dans ce cas l'hôpital devient une annexe de l'hospice ; on fait une salle de « chroniques » qui en fait sont des vieillards attendant leur départ pour l'hospice ; c'est tout bénéfice pour l'hôpital qui touche le prix de journée alors que ces « malades » ne demandent guère de soins.

Dans un grand service de gynécologie parisien, un assistant est compositeur de musique ; au lieu de venir à l'hôpital (ce pour quoi il est payé) il prépare ses concerts ; dans ce service d'ailleurs, on commence à voir les premiers externes vers 10 heures du matin, les médecins plus tard. Les premiers s'en vont quand les derniers arrivent.

On parle souvent de la « vocation d'enseignement » des hôpitaux, mais dans la plupart des services publics de France on fait tout pour se débarrasser des stagiaires et des étudiants en spécialité.

Manque de personnel, déshumanisation, dilettantisme, gabegie ; tels sont les leit-motifs qui reviennent toujours à propos des hôpitaux. Dans un service de pédiatrie, un enfant d'un an est retrouvé pendu par

l'hospitalisation

son harnais : « On n'a pas assez de personnel pour surveiller les gosses ; alors on les attache avec des harnais, bien que cela soit interdit. » A l'Hôtel-Dieu, une femme diabétique agonise seule, elle meurt sans les derniers sacrements qu'elle a pourtant impérieusement demandés ; on n'a même pas prévenu sa famille. J'ai moi-même vu

LE SCANDALE DE TOURS

L'antenne médicale de Sainte-Maure, pourvoyeuse en blessés de la « polyclinique » Rabot, est remarquablement organisée, tant sur le plan publicitaire (gros pavé dans l'annuaire téléphonique), qu'en matière de secours rapide aux accidentés de la route.

Ce zèle est évidemment parfois excessif : une fois, se voyant devancée par une ambulance du C.H.R., celle de la polyclinique n'hésita pas à la percuter pour « détourner » le blessé... qui fit d'ailleurs un beau cadavre seize jours plus tard.

Par ailleurs, le bon Docteur Rabot a une innocente manie : le traitement systématique par plâtre, le plus large possible, avec ou sans fracture, accompagné d'une hospitalisation prolongée, très prolongée... A ce point que les gendarmes auraient été requis par le Procureur de la République pour libérer des « malades » séquestrés dans la clinique.

Récemment, à la suite d'une fracture non reconnue comme telle par expertise, suivie d'un refus de remboursement, le Docteur Rabot devait réclamer une contre-expertise à Orléans et fournir des radios paraît-il truquées. Un dossier accablant aurait d'ailleurs été rassemblé, prouvant le faux.

L'affaire s'étant ébruitée et la meilleure défense étant l'attaque, le Docteur Rabot portait plainte le 6 juillet dernier devant le Conseil de l'Ordre contre huit médecins pour « violation du Code de la déontologie, injures graves et faux témoignages ».

A l'heure actuelle, une procédure écrite est en cours, au terme de laquelle les huit accusés verraient bien comme sanction la radiation du plaignant.

mourir de détresse respiratoire, dans un hôpital de l'Oise, un blessé du travail atteint d'un enfoncement du thorax ; j'ai téléphoné à TOUS les services de réanimation et à TOUS les services de chirurgie thoracique de Paris. Tout le monde l'a refusé, y compris la surveillante du service d'un « grand patron », grand libéral, qui fait volontiers des déclarations à la télé où il se montre assez satisfait de lui-même. Ce blessé aurait pu facilement être sauvé... Seuls bénéficiaires de l'affaire, les P.T.T., grâce à la note de téléphone.

Il faudrait aussi parler du scandale des

laboratoires, qui représentent tous les meilleurs produits, à grand renfort de publicité postale ou de gadgets ou de réclames qui rejoignent directement la corbeille à papier du médecin. Un laboratoire lance un nouveau phlébotonique (traitement des varices). Il lâche sur toute la France une centaine de « commandos ATTILA » composés de minettes pas désagréables qui assiègent les cabinets des médecins ; elles n'ont pas la moindre connaissance en matière médicale, ni en aucune autre d'ailleurs ; pourtant elles débitent, avec aplomb, une ahurissante théorie imaginée par les managers du labo. Ebahi, le médecin en conclut inévitablement que tout cela est très fort, mais qu'il a drôlement besoin de se recycler, et qu'enfin pour le minois d'une jolie fille, on ne saurait manifestement que prescrire le produit qu'elle représente...

QUE FAIRE ?

Face à tout cela on se demande qui pourra un jour remettre de l'ordre. Il est certain que la médecine libre, si elle continue sur ce pied, ne tardera pas à se faire nationaliser. Si les médecins ne savent pas se débarrasser de leurs brebis galeuses, l'Etat enverra tout le troupeau à l'abattoir. Une affaire comme celle de Tours, exploitée par des technocrates, pourrait servir de prétexte au gouvernement pour désigner l'hospitalisation privée à la vindicte publique et pour l'étatiser.

C'est à l'Ordre des médecins, défenseur de la déontologie et de la morale médicale qu'il incombe de faire la police sinon c'est l'Etat qui, autoritairement, rétablira l'ordre. L'Ordre des médecins était jusqu'en 1968 un organisme sclérosé, stuporeux et médiocre qui s'occupait des cotisations, des inscriptions et des licences de remplacement, ceci sous la haute autorité du professeur de Vernejoul, gaulliste chevrané, plus occupé à plaire au pouvoir qu'à réprimer les abus.

Tout peut heureusement changer. L'Ordre des médecins tend à se revaloriser grâce à son actuel président, le professeur Lortat-Jacob, qui voudrait redonner à cet organisme son rôle de corps intermédiaire. Il est probable que les procédures à l'encontre des médecins véreux seront de plus en plus nombreuses ; de plus le professeur Lortat-Jacob tendra à se débarrasser de ses éléments un peu trop somnolents ou tolérants. On ne saurait que l'encourager dans cette voie difficile qui rendra, à la médecine, un prestige chaque jour entamé un peu plus.

Reste la question de l'hospitalisation publique. Tant que les hôpitaux ne seront pas autonomes et cogérés, ils seront de plus en plus déshumanisants et déshumanisés, même si on dispose de tous les crédits possibles et imaginables... Mais a-t-on déjà vu l'Etat républicain renoncer à un de ses monopoles ?

Docteur Jean-Pierre BOULOGNE.

NAF TELEX

• **AGRICULTURE.** — A Purpan (Haute-Garonne), dans les locaux de l'Ecole Supérieure d'Agriculture tenue par les Jésuites, le richissime maire communiste de Noé, M. Doumeng, manitou des questions agricoles au Parti, a annoncé la naissance du M.A.R.F. (Mouvement Agricole et Rural Français). Objectif avoué du nouveau mouvement : lutter contre les conséquences néfastes du Marché Commun Agricole. Au moment où l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Europe verte promet à nos agriculteurs une concurrence accrue, attention à la récupération de leurs mécontentements par le P.C.

• **RIVES-HENRYS** joue en correctionnelle le personnage du naïf : cet honorable parlementaire ne savait, paraît-il, pas qu'il lui était interdit de se prévaloir de son titre pour faire de la publicité en faveur de la Garantie Foncière. Le bouc émissaire de la majorité attendra-t-il ainsi ses juges ?

• **CHABAN-DELMAS** lui, est promis à un brillant avenir. L'opinion publique ne peut qu'être admirative devant un monsieur qui, nanti de revenus incontestablement supérieurs au S.M.I.G., parvient à réaliser le rêve de tout contribuable : échapper au fisc dans le respect formel de la loi et du règlement. Evidemment les méchantes langues jasant et notre play-boy national se fait copieusement étriller par *Le Canard Enchaîné* et *Minute*. Bah ! Gageons que le Pouvoir saura faire sortir quelques scandales gratinés dans les rangs de l'opposition à l'approche des élections, afin de rétablir l'équilibre.

• **AUTOGESTION.** — Le colloque du C.E.R.E.S., organisme regroupant les « cerveaux » du Parti Socialiste, a bien montré que ce mot magique recouvrait, chez ses participants, des idées assez vagues... et beaucoup d'arrière-pensées. Face à ceux qui prônent le contrôle ouvrier, François Mitterrand avec un clin d'œil florentin du côté de la place du Colonel-Fabien, a préché la prudence : ce n'est pas le moment d'indisposer les chefs du P.C. avec un des mots qui les fait bondir.

• **F.O.** — La Fédération de la chimie, conduite par M. Labi et proche des thèses anarcho-syndicalistes, vient de quitter la centrale recommandée par M. Sanguinetti dans son dernier discours dominical pour fusionner avec la Fédération C.F.D.T. Phénomène isolé mais prévisible : l'équipe Labi faisant figure d'une portée de canards dans un troupeau de poulets.

• Dans la nuit du 23 au 24 janvier, cinq personnes brûlaient dans une baraque à Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne). Par-delà ce drame subsiste ce scandale : 71 familles vivent dans les conditions les plus sordides. La municipalité communiste prétend ne pouvoir rien faire. Pourtant ne dit-on pas dans la ville que la municipalité dispose d'une soixantaine d'appartements inoccupés ?

Editorial

De l'Afrique même, notre cher Président Pompidou a fait savoir que « le problème de la survie des journaux en France avait été étudié ces derniers temps »... Que serait-ce, grand Dieu ! si ces études n'avaient pas été faites ! Et combien d'autres "Paris-Jour" ne compterions-nous pas au cimetière des journaux disparus !

Il est d'autant plus permis de lire ces propos avec humour, que l'on sait avec quelle sollicitude le ministère des Finances soigne notre presse malade, depuis quelques années. Après des années et des années de tolérance, le fisc pratique les comptabilités des journaux comme celles des commerçants, et demande de passer à la caisse. Et M. Sauvageot, du "Monde", s'il est plus expert à couper les cheveux en quatre, est bien moins pathétique que Gérard Nicoud. Si Giscard d'Estaing cherche à faire rentrer la presse dans le droit chemin fiscal, n'est-ce pas tout aussi démocratique que la revendication de la liberté de la presse ?

Mais l'Etat est parvenu plus vite au contrôle des recettes mêmes des journaux par le blocage des prix, à la fois du prix de vente et des tarifs de publicité. Ainsi, en économie contrôlée, les directeurs de journaux ne sont-ils plus libres d'ajuster leurs prix de vente à leurs prix de revient. Comme depuis l'été 1968, ces derniers, faits essentiellement de charges salariales, ont augmenté de plus de 25 %, tout le monde comprend pourquoi les finances de la presse sont-elles devenues très précaires, et nous excuserons M^{me} Del Duca d'avoir, en bonne comptable, arrêté « l'exploitation » de "Paris-Jour". Le bon peuple s'est d'ailleurs depuis longtemps étonné de payer ses hebdomadaires deux à trois francs ; comment ce quotidien peut-il vivre avec cinquante ou même soixante-dix centimes ? La publicité ne peut suffire à tout.

Or l'Etat cherche à développer la télévision par tous les moyens : projets de troisième chaîne, reprise des journalistes à la presse écrite, accaparement des budgets publicitaires. Tout cela ne peut assurer le bonheur de la presse quotidienne. Déjà, depuis une vingtaine d'années, la perfection technique des moyens de transmission permet aux quotidiens régionaux d'être renseignés sur ce qui se passe à Hong-Kong ou Rio de Janeiro, aussi vite que les quotidiens parisiens, dont la diffusion totale est inférieure de 40 % à ce qu'elle était avant-guerre. Enfin, quotidiens régionaux et parisiens sont concurrencés efficacement, sur le plan de la rapidité, par la radio et la télé. Dans ces conditions, le maintien d'une presse, qui soit exclusivement d'information, n'est-il pas un combat d'arrière-garde ? D'autant que ce moyen est très coûteux. L'entretien d'un correspondant particulier aux Etats-Unis revient à environ quarante millions d'anciens francs par an. A ce prix, il vaut mieux s'abonner à une agence de presse ; mais bien entendu, il en résulte une standardisation de l'information, qui ne justifie plus la multiplicité des journaux. Peut-on avoir à Paris cinq chaînes de télévision et dix quotidiens ?

Nous n'aurons pas ici le mauvais goût de suggérer ce qu'ils ont à faire à MM. les Directeurs de journaux. Leurs soucis ne sont pas les nôtres ; faire de gros tirages, parader, faire de l'argent sur le scandale et la misère du monde, cela n'est pas notre problème. Mais nous nous adresserons à la profession entière : journalistes, ouvriers imprimeurs, employés et cadres de presse. Nous leur dirons que l'Etat bureaucratique pousse à la concentration de la presse quotidienne, à la disparition des journaux indépendants, en développant les moyens d'information à sa dévotion, en jetant les autres entre les mains des puissances d'argent. Ce mouvement est fatal en démocratie, en régime d'élection, ou le Pouvoir a besoin de tenir entre ses griffes le maximum d'atouts qui assurent sa protection et sa survivance.

Les privilèges fiscaux, l'appel aux appuis parlementaires sont inutiles pour préserver les libertés professionnelles de la presse. C'est à la tête qu'il faut frapper ; c'est le régime qu'il faut changer.

N.A.F.

Sauver L'AUTOMOBILITE

Samedi dernier, les militants de La Nouvelle Action Française ont entamé une campagne contre la voie express rive gauche. L'accueil fait à notre distribution de lettres ouvertes à M. Pompidou a été encore plus chaleureux que nous n'avions osé l'espérer. Plusieurs passants et commerçants du quartier Saint-Michel se sont transformés en distributeurs volontaires et les autres ont été plus que réceptifs à nos arguments.

L'AUTOMOBILITE CONTRE LA VILLE

Un tel succès, s'il nous réjouit, ne nous étonne guère à vrai dire. Le régime organise de façon telle le sabotage de la qualité de la vie qu'une réaction contre ce sabotage est automatiquement appelée à obtenir une large audience. Encore convient-il de ne pas laisser se créer d'équivoque quant au sens de la campagne Voie Express et de poursuivre dans les jours qui viennent un travail d'explication.

On ne manquera pas en effet de reprocher à notre combat son caractère rétrograde et passéiste, et on nous accusera de refuser le progrès technique symbolisé par la voiture au nom du mythe du « bon vieux temps ». A cela il est aisé de répondre : personne ne songe, au sein de l'Action française, à

MONTPARNASSE :

Je ne crois pas être spécialement nostalgique du passé, à la façon de mon neveu Alban qui se lamente de ne pas vivre à la cour de Versailles (où il aurait d'ailleurs été logé dans les communs). Du temps de ma collaboration à un journal d'Action française, je me suis fait beaucoup d'ennemis en défendant Stravinsky, Bela Bartok, les peintres Villon, Carzou, etc., et autres pestiférés modernes du même acabit. Ce qui me laisse d'autant plus à l'aise pour conspuer un certain urbanisme délirant, qui tout en défigurant l'une des merveilles du monde : Paris, y ajoute la stupidité et l'inhumanité technocratiques. Ceci serait déjà un bilan assez inquiétant s'il ne s'accompagnait d'un gaspillage effroyable de francs lourds, lequel se traduit par nos notes d'impôts qui poussent comme des champignons — de tiers provisionnel en tiers provisionnel —, le menu peuple n'ayant pas les facilités de M. Chaban-Delmas pour maquiller le fruit de son gagne-pain.

Le scandale du souterrain Montparnasse est l'un de ceux qui font bouillir mon sang. Trois cents mètres de sous-sol qui se prolongent de l'avenue du Maine à la rue de la Gaité, par des « Trémies » de

Paris

CONTRE LA VILLE

refuser *a priori* la voiture pour retourner au fiacre, dans le même temps que le rouet remplacerait le métier mécanique.

Ce que nous rejetons, c'est la déification du progrès technique conçu non comme un moyen au service de l'homme, mais comme une fin en soi. Nous reconnaissons l'utilité de l'automobile pour relier à la volonté du conducteur deux points assez éloignés. Nous lui dénonçons tout droit à distendre le tissu urbain en détruisant les constructions du centre de la cité et en rejetant leurs habitants vers des banlieues de plus en plus éloignées. Veut-on que demain Paris ou Lyon ressemblent à Tokyo ou Los Angeles, avec leurs dizaines d'échangeurs ou de routes à six voies... et leur étalement linéaire sur des dizaines, voire des centaines de kilomètres ? Veut-on que l'on dise demain que Paris est devenu exclusivement une banlieue à la recherche d'une cité ?

De même nous ne pouvons admettre que l'usage inconsideré de l'automobile stérilise le centre en le transformant en zone à parkings parfaitement sinistres le soir lorsque la population active a quitté les bureaux, que les sites soient dégradés et la pollution accrue.

LA TOUR PREND GARDE

520 mètres, rue A.-Bourdelle. Ce petit serpent souterrain devrait permettre aux automobilistes d'éviter les embouteillages. Hélas, au bout de 520 mètres, ces malchanceux les retrouveront, à la sortie. Tout ce qu'on peut espérer, en priant saint Christophe, qui n'est plus au calendrier, c'est qu'ils ne meurent pas, asphyxiés dans le souterrain par les vapeurs toxiques des tuyaux d'échappement et les éruptions ultimes des moribonds du volant, rendus furieux et impulsifs sous l'influence de tous ces gaz délétères, dont, en classe de chimie on nous enseigne théoriquement les méfaits.

Soit ! Il n'est pas exclu que ce petit génocide n'ait été prévu et calculé dans les bureaux que les excès de démographie préoccupent — car la pilule n'a pas donné tout ce qu'on attendait d'elle — hélas ! et dans nos cliniques et hôpitaux, chaque jour, fleurit une multitude d'automobilistes en puissance. Mais, il y a aussi le fait que cette « trémie », coûteuse, inutile et meurtrière, implique l'expropriation de 350 personnes qui, à ce jour, vivaient dans 6 immeubles en excellent état. Et je te rase tout ça, et le contribuable

UN PROBLÈME INSOLUBLE DANS LE CADRE DE LA MÉGALOPOLIS

D'autres objections beaucoup plus sérieuses peuvent porter sur les aspects financiers de la politique des transports. Ainsi, les techniciens du district parisien et de la D.A.T.A.R. rappellent que le prolongement d'une ligne de métro de trois stations coûte aussi cher que la réalisation de l'autoberge, et que l'extension des transports en commun se heurte à un obstacle énorme : insuffisants aux heures de pointe, ceux-ci sont largement déficitaires le reste de la journée.

On peut contester sur certains points cette argumentation : ainsi est-il bien sûr que les possibilités offertes par les souterrains de Paris déjà existants soient totalement utilisées ? A cet égard il serait intéressant de savoir pourquoi la ligne de Sceaux qui aboutit aux Invalides, n'est pas prolongée jusqu'à Concorde. Par ailleurs, il est possible de répliquer que s'il faut à toute force construire des autoroutes dans Paris, on ferait mieux d'utiliser les espaces mal employés pour ce faire : Michel Ragon suggère par exemple de recouvrir de dalles bétonnées les 520 hectares de voies ferrées qui se trouvent dans la

capitale (7 % du Paris intra-muros), d'expulser les docks des bords de Seine et les encombrants entrepôts de Bercy.

Ceci dit, il faut bien reconnaître que toutes ces mesures sont des palliatifs totalement insuffisants pour résoudre durablement le problème. Voici cinq ans on a agrandi les stations de métro pour ajouter un wagon aux rames et améliorer le rendement du métro. En peu de temps, le développement de l'agglomération a « digéré » ce palliatif et l'engorgement du métropolitain continue à s'accroître.

Tant que la politique de centralisation voulue par l'Etat républicain rendra inéluctable la croissance de la mégapole parisienne, les conditions générales de la circulation iront en s'aggravant dans la capitale, entraîneront une dégradation de la vie quotidienne et des dépenses absolument ruineuses pour la communauté nationale. La sensibilisation de l'opinion à l'occasion de la campagne Voie Express rive gauche doit être un premier pas vers une mobilisation de l'esprit public contre l'Etat jacobin et bureaucratique, oppresseur de toutes les régions, à commencer par la région parisienne.

Paul MAISONBLANCHE.

paiera, et les 350 seront recasés dans des cages à lapins, du côté de Sarcelles. Quelques-uns qui n'auront pas oublié Montparnasse se flanqueront par la fenêtre, du haut de leur H.L.M.. Excellent pour la démographie. Un bol de riz de plus pour une vache sacrée du tiers monde, dans la peau de laquelle se réincarnera, peut-être, M. Chalandon, le grand gourou des événements urbains, le seigneur de la « Tour prends garde » d'où l'on vient d'extirper grâce au courage des pompiers et aux acrobaties du docteur Noto, un malheureux ouvrier blessé au 36^e étage. 120 mètres seulement, la tour doit culminer à 210 mètres. Exaltant, oui, mais cette sacrée tour, qui doit avoir des pensées vagabondes, comme Ronsard, se met déjà à pencher de 2,50 mètres — pour rejoindre sa sœur à Pise, sans doute. Dans le quartier, on s'inquiète. Bien sûr, elle penche légèrement, disent les promoteurs, qui ont des yeux — comme tout un chacun — nous avons effectivement constaté un tassement de trois millimètres, « mais il était prévu ».

Quel réconfort de savoir que tout est prévu ! L'asphyxie, l'expulsion, la réincar-

nation, la cote mobilière, le prix de l'essence (car ça va carburer dans le souterrain), le nombre des suicides et des explosions de gaz, peut-être même... l'écroulement de la tour ! Qui peut sonder jusqu'où vont les prévisions de M. Chalandon et des promoteurs ? Jusqu'à ce jour tant de gens se seront nourris de ce superbe monument : les promoteurs en se bourrant les poches, les pompiers en se couvrant de gloire, les contribuables en payant la gloire des pompiers, les retraités en regardant basculer les grues, les intellectuels de gauche affamés d'avant-garde, les péquenots friands de hideur. « L'Association d'information et de défense des riverains Maine-Bienvenue », malgré ses efforts courageux, me paraît bien démunie en face de cette conjonction d'intérêts.

Comme dit plaisamment M. Chalandon, « S'arrêter serait la pire des solutions. » Ce qui implique en bon français que toutes les autres sont mauvaises et qu'il eût été plus sage de ne pas commencer. Mais ça, c'est la triste histoire de la Tour de Babel, on ne saurait tout prévoir.

Béatrice SABRAN.

REPUBLIQUE OU MONARCHIE

Paul Sérant est né en 1922 à Paris. Après avoir fait ses débuts dans le journalisme radiophonique, il collabore à Combat, Carrefour, La Revue des Deux Mondes, etc.

Il appartient aujourd'hui au service de politique étrangère d'un grand quotidien du matin. Paul Sérant a écrit de nombreux livres, parmi lesquels il faut citer : René Quériou, Le Romantisme fasciste, La France des Minorités, La Bretagne et la France. Il vient de publier aux éditions de la « Table Ronde » une Lettre à Louis Pauwels sur les gens inquiets et qui ont bien le droit de l'être.

N.A.F. — Paul Sérant, quel jugement portez-vous sur l'expérience démocratique française ?

P.S. — Je crois que, d'une façon générale, la démocratie a beaucoup mieux réussi dans les pays anglo-saxons et germaniques que dans les pays latins. La Grande-Bretagne, les pays scandinaves et l'Allemagne d'aujourd'hui possèdent cette discipline, ces vertus civiques, que les antidémocrates des pays latins souhaitent pour leur propre pays. Nous sommes donc en face d'un problème de caractéristiques ethniques et nationales. C'est pour cela que je ne me déclarerais pas antidémocrate car ce terme est équivoque : la Suisse est une démocratie et nous y trouvons cependant un sens de la discipline collective que la démocratie française n'a jamais su acquérir. Il est en effet évident que la France a vécu dans une sorte de guerre civile larvée, qui remonte plus loin que 1789, mais qui n'a fait qu'empirer depuis que nous sommes en République.

N.A.F. — La constitution de 1958 vous semble-t-elle avoir apporté une amélioration ?

P.S. — Malheureusement, je ne le crois pas. Certes, il y a une plus grande stabilité du pouvoir mais, si l'on considère la vie du pays, on s'aperçoit que les problèmes qui se posaient sous la IV^e République demeurent dans toute leur acuité, qu'il s'agisse des établissements hospitaliers, de l'université ou d'un environnement qui ne cesse de se dégrader.

N.A.F. — Et dans le domaine de la politique extérieure ?

P.S. — Si l'on s'en tient aux impressions immédiates, on a le sentiment d'une amélioration. Mais je crains que cela ne soit très superficiel. Je pense en effet que les orientations de la V^e République ne sont pas conformes aux intérêts de la France. En particulier cette politique extérieure me paraît aller à l'encontre de l'unité européenne. Certes, lors de son voyage en Allemagne, le général De Gaulle avait manifesté sa volonté de contribuer à la construction de l'Europe, mais il ne la concevait que dans une optique de domination française. Or je ne pense pas que nous puissions espérer une Europe fondée

sur l'hégémonie d'une des nations qui la composent. D'autre part, alors qu'il existait une bonne volonté européenne dans l'Allemagne détruite d'après 1945, on doit constater à cet égard un recul manifeste. Nous assistons à une renaissance d'un néo-nationalisme allemand. Il me semble que la V^e République porte une part de responsabilité dans ce recul de l'idée européenne, qu'elle a notamment affaibli par sa politique dite d'« ouverture à l'Est ».

N.A.F. — Ce « néo-nationalisme » ne marque-t-il pas la revanche des faits sur ce que nous appelons, à l'Action française, l'utopie européenne ?

P.S. — Je sais que les difficultés de la construction européenne sont immenses, mais je crois qu'il est encore plus utopique de vouloir obtenir la paix entre les Etats voués, dans leur essence, à la rivalité. Vous me direz que mes chances d'aboutir sont très minces. C'est possible. Mais je crois que les vôtres, en fortifiant l'Etat français face aux Etats adverses et en admettant comme fatale cette rivalité étatique, sont encore plus fragiles quant à l'avenir de l'équilibre européen.

Cela dit, il n'est pas concevable que l'Europe se fasse du jour au lendemain. L'Europe des Etats est une étape intermédiaire indispensable, mais il faut aller plus loin. Un de vos collaborateurs a prétendu, lorsque j'ai publié « La France des minorités », que j'éprouvais une véritable « rage » contre l'unité nationale. Il n'y a rien de tel chez moi. Ce que je reproche à l'Etat français, c'est d'avoir abîmé ce pays, d'avoir compromis ses chances, de lui avoir fait supporter des charges terribles et de l'avoir exposé à d'immenses dangers. Ce n'est pas pour susciter un déracinement que je souhaite une organisation européenne, mais au contraire pour en finir avec les épreuves qui se sont abattues sur la France.

Vous me demanderez sans doute ce qu'il restera de la France dans une Europe unie. Pour moi, il en restera tout, car la France n'est pas liée à telle ou telle organisation étatique. Si l'Europe est ce qu'elle doit être, aucune menace ne pèse sur elle. Mais si elle devait se traduire par l'hégémonie d'un Etat, il est évident que la France serait en danger.

N.A.F. — L'Europe ne se traduirait-elle pas nécessairement par l'hégémonie d'un Etat ?

P.S. — C'est un risque en effet, si la technocratie confirme son pouvoir. En ce cas, c'est évidemment l'Allemagne qui l'emportera, en union avec le monde anglo-saxon.

N.A.F. — Comment concevez-vous les étapes de l'Europe que vous souhaitez ?

P.S. — La concertation des Etats européens me paraît une bonne chose et les organisations supranationales existantes peuvent également jouer un rôle utile. Mais ce qui me paraît plus important encore, c'est un redressement intellectuel, et à la limite spirituel, qui se traduirait par un retour aux sources de l'Europe. Il faut que se constitue une élite euro-

péenne qui aura pour tâche de redécouvrir des principes et d'entreprendre une réflexion commune sur l'Europe à un certain niveau. Par exemple, l'étude de ce qu'il peut y avoir de complémentaire d'une région frontalière à l'autre me paraît plus fécond que les déclarations de bonne volonté.

N.A.F. — Vous évoquez une culture européenne. Mais ne constate-t-on pas en Europe le choc de deux civilisations : la civilisation grecque et latine d'une part, et d'autre part la civilisation germanique ?

P.S. — C'est certainement une des grandes tensions, mais ce n'est pas la seule. Ce qu'il faut remarquer c'est que, si le conflit que vous évoquez existe effectivement, il y a aussi entre ces deux civilisations une immense attirance réciproque. Au fond, le monde germanique a toujours été puissamment attiré par le Sud : les Allemands n'ont-ils pas été de tous temps fascinés par l'Italie ? Inversement, l'Europe gréco-latine a subi un attrait profond pour l'Europe du Nord. Et voyez l'exemple français : la France est franque et celte, autant que latine. En fait, là où il existe un affrontement, on constate aussi une complémentarité et il faut espérer que cette dernière l'emportera dans toute l'Europe.

N.A.F. — L'union économique de l'Europe ne risque-t-elle pas de provoquer l'appauvrissement de nombreuses régions françaises ?

P.S. — C'est en effet un grave problème. Il est certain que le destin des régions françaises pourrait être pire qu'actuellement dans une Europe dirigée par les technocrates. Si, au contraire, cette Europe est conçue en fonction de ses équilibres naturels, il est évident que l'on peut espérer un avenir meilleur pour nos régions.

N.A.F. — Voyez-vous un avenir à la régionalisation dans le cadre des institutions actuelles ?

P.S. — Le projet de régionalisation qui va être soumis au Parlement est manifestement en retrait par rapport à celui qui avait fait l'objet d'un référendum en 1969. Je ne peux me prononcer sur tous ces détails, mais je crains que l'aspect humain ne soit trop négligé et que l'on raisonne exclusivement en fonction de la productivité et du développement industriel.

N.A.F. — Au cours d'un débat avec Paul Boncour, Charles Maurras avait montré qu'il n'y avait pas de décentralisation possible en République. Que pensez-vous de cette thèse ?

P.S. — Je crois que la question ne se poserait plus aujourd'hui de la même manière. Maurras écrivait sous la III^e République, qui était dominée par les querelles de partis, par l'affrontement entre les cléricaux et les anticléricaux, par l'angoisse de la menace extérieure. Le contexte est bien différent aujourd'hui.

N.A.F. — Selon vous, la monarchie en France est-elle souhaitable ?

PAUL SÉRANT :

Le Fédéralisme européen contre la monarchie française

P.S. — Tout en respectant ceux qui le pensent, je ne le pense pas. Je suis de l'avis de Barrès qui, écrivant à Maurras, lui montrait qu'on ne pouvait opérer un redressement sans y associer les puissances du sentiment, et que celles-ci ne pouvaient s'appuyer sur l'idée monarchique.

Je crains d'autre part qu'une monarchie ne connaisse une évolution proche de celle du gaullisme. Je suis frappé de voir que des hommes comme Pierre Boutang ont passionnément adhéré au gaullisme, parce qu'ils voyaient en lui un Etat pré-monarchique. Quant à moi, cette évolution ne me paraît pas souhaitable.

Vous m'objecterez la continuité des institutions monarchiques. Mais les sociétés actuelles peuvent assurer cette continuité sans se doter d'un pouvoir monarchique. Enfin, d'un point de vue européen, je vois mal comment on pourrait concilier la monarchie telle que Maurras la souhaitait avec une fédération européenne. Pour Maurras en effet, l'idéal monarchique est lié à la souveraineté nationale, puisque la monarchie lui paraît constituer la meilleure garantie de cette souveraineté. Ce souci se concevait fort bien entre 1871 et 1914, mais il ne me semble pas qu'il doive être le nôtre aujourd'hui.

N.A.F. — Votre idéal européen n'est-il pas une fuite en avant ? Vous insistez en effet que vous étiez européen pour éviter à la France de nouvelles catastrophes. Mais la restauration de la monarchie ne pourrait-elle pas éviter leur retour ?

P.S. — En ce qui concerne la monarchie, il faut distinguer l'homme et l'institution. Si le prétendant m'apparaissait comme un homme très capable, il me serait difficile de lui dire non. Cependant, même dans cette hypothèse, je n'envisage la monarchie que comme une solution transitoire. Vous parlez de fuite en avant, mais je ne vois pas comment, à l'heure des super-puissances, l'Europe pourrait se permettre de vivre dans la division. L'équilibre international exige que l'Europe parle d'une seule voix, aussi bien aux Etats-Unis et à l'Union Soviétique qu'à la Chine.

N.A.F. — Vous venez d'écrire un livre en réponse à la « Lettre ouverte aux gens heureux » de Louis Pauwels. Pourriez-vous nous en dire un mot ?

P.S. — J'ai voulu, dans cette réponse à Pauwels, défendre le droit à l'inquiétude. Pauwels affirme que la société libérale donne à l'homme d'aujourd'hui ses

chances d'épanouissement et que l'obstacle essentiel au bonheur réside dans la « sinistrose ». Je suis d'accord avec lui pour condamner les idéologies destructrices, mais je pense que l'inquiétude moderne ne procède pas uniquement de ces idéologies. Il y a une inquiétude tout à fait légitime qui se développe dans un monde où disparaissent tous les anciens éléments de stabilité. Je conteste Pauwels quand il dit que la pollution est un mythe et que les débordements de la jeunesse sont seulement des attitudes idéologiques car il y a un malaise plus profond que celui-là dans la jeunesse. En fait, nos contemporains sont inquiets et ils ont bien le droit de l'être. Je crois que le bonheur a toujours été difficile et que le développement scientifique et technique le rend plus difficile encore.

N.A.F. — Que proposez-vous pour remédier à l'inquiétude moderne ?

P.S. — Je propose la soumission au réel. Il faut prendre conscience de la fragilité des possibilités d'équilibre et de paix, pour la vie en société comme pour la vie intérieure. J'aimerais qu'un débat s'ouvre sur les problèmes essentiels soulevés par Pauwels et je souhaite que la *Nouvelle Action française* y prenne largement part.

L'absence d'un vrai lien fédérateur

Le thème de cette réponse semblera quelque peu éloigné des questions institutionnelles qui sont au centre du débat engagé depuis quelques semaines. Ce n'est là qu'une apparence car il n'est pas possible de raisonner *in abstracto* sur les institutions, c'est-à-dire indépendamment du cadre territorial dans lequel elles sont appelées à se développer. Maurras demandait que l'on commence par « poser l'idée de France » avant d'engager la discussion sur les institutions qui lui sont nécessaires. Car il est bien évident que la monarchie, dont nous souhaitons le rétablissement, ne se conçoit que par rapport aux traits originaux de notre nation. Nous sommes monarchistes en France et parce que nous sommes Français, mais nous n'avons aucun goût pour une quelconque « internationale blanche » et jugeons anti-empirique une monarchie suisse ou américaine.

Mais que l'on nous comprenne bien. Ce n'est pas parce que nous sommes monarchistes que nous défendons la nation contre l'idée européenne. Que les faits démontrent un jour que le cadre national est périmé, qu'il n'est plus la condition première de l'amitié et de la prospérité des citoyens et nous nous rallierons sans regret à des communautés plus larges. Car notre nationalisme n'est ni une éthique ni une esthétique, mais procède simplement de l'observation des faits présents et de la connaissance des lois de l'histoire.

Certes, l'idée européenne en elle-même n'est pas absurde et nous conservons le souvenir des rassemblements européens du passé. Souvenir teinté de regret : l'époque

était belle lorsque, comme l'écrivait Maurras, « l'Internationale ne dépendait pas des nations mais les présidait et les commandait ». Mais ce qui était n'est plus et, depuis que l'Europe chrétienne du Moyen Age a disparu, la nation est devenue, au temporel, le cercle communautaire le plus solide et le plus complet. On le nie aujourd'hui, et avenglement car les nouvelles de chaque jour nous apportent la confirmation de la solidité de cette communauté que l'on dit dépassée : la genèse du conflit sino-soviétique ne montre-t-elle pas que les réalités nationales sont plus fortes que les solidarités idéologiques ? Et ce fait n'est-il pas corroboré par les convulsions qui agitent depuis peu la Croatie ? A l'Est encore, malgré les contraintes militaires et linguistiques, malgré la similitude des régions économiques, malgré la lutte à outrance contre le « chauvinisme nationaliste », ne voit-on pas les « démocraties populaires » revendiquer leur indépendance contre l'Union Soviétique qui n'a pu faire disparaître, malgré cinquante ans de dictature, les aspirations nationales des peuples qui la composent ? Les puissances fédératrices ne manquaient pourtant pas dans ces pays... alors que l'Europe en est totalement dépourvue. L'Europe du Moyen Age, à laquelle se réfèrent souvent les européistes d'aujourd'hui, avait une unité de langue, une unité de foi, un héritage commun reçu de la Grèce et de Rome. Les Européens d'aujourd'hui ne se comprennent plus depuis que le latin est devenu une langue morte, ils ne prient plus dans les mêmes églises et souvent ils ne prient plus du tout.

On a donc imaginé, depuis 1945, de fédérer les nations par la mise en commun de leurs richesses. Mais la « Communauté Economique Européenne » n'a de communautaire que le nom, car l'histoire du Marché commun est celle de farouches antagonismes nationaux. C'est que les liens matériels « créateurs de jouissance et de bénéfices sont par là même instigateurs de querelles et de rivalités » (1) Et dans les querelles, c'est évidemment le plus puissant qui l'emporte : point d'égalité, point de communauté, mais la menace d'une hégémonie allemande, comme Paul Sérant le reconnaît. L'Europe économique serait donc néfaste à la France et à la plupart des régions qui la composent.

Pour pallier ces graves dangers, Paul Sérant propose une Europe qui respecterait les équilibres naturels et qui serait fédérée par une commune culture. On ne voit malheureusement pas comment les équilibres naturels entre les différentes régions et les différentes nations européennes pourraient naître. Certes, les économistes libéraux enseignaient autrefois que les lois économiques permettaient une diffusion égale des richesses. Mais les expériences passées d'union douanière, en Italie et en Allemagne par exemple, ne montrent-elles pas que la croissance économique est en réalité cumulative ? La mise en contact d'économies inégalement prospères enrichit les secteurs économiques les plus riches et appauvrit ceux qui étaient déjà en difficulté. On peut évidemment imaginer un « exécutif européen »

(1) Maurras, *A.F.*, 6 février 1928.

(Suite page 8.)

qui veillerait aux équilibres économiques. Mais quelle forme pourrait-il revêtir ? Paul Sérant refuse les organismes technocratiques. Reste donc l'Etat démocratique tel qu'il est prévu par le Traité de Rome. Gageons qu'il serait éphémère car les antagonismes nationaux s'ajoutant aux divisions idéologiques rendraient son fonctionnement impossible. Point d'Etat européen qui tienne, en notre vingtième siècle nationaliste. Nous choquerons sans doute Paul Sérant en disant que ses prévisions ont quelque chose de réconfortant pour l'avenir de notre nation : appauvrie sur le plan économique, elle perdrait aussi toute liberté dans le domaine diplomatique. Car quel intérêt aurions-nous de lier notre sort, sur le plan des relations internationales, à celui de l'Europe d'aujourd'hui ? Nous sommes à l'heure des « super-puissances » répond Paul Sérant, et il importe que l'Europe « parle d'une seule voix ». Nous ne nierons pas qu'il existe des super-puissances. Mais leur heure semble bien être passée. Les blocs monolithiques qui existaient au temps de Staline ont connu des épreuves de bien mauvais augure. Budapest, Prague et les combats de l'Oussouri ont gravement entamé le bloc de l'Est, qui ne tient que par la rude poigne de Moscou. Le Vietnam et la crise du dollar ont ramené à de plus justes proportions le défi que nous jetait l'Amérique. Mais surtout, on voit mal quelle « voix » l'Europe pourrait faire entendre. L'Allemagne souhaite la réunification, qui ferait d'elle une puissance économique considérable. Et la France ne peut souhaiter la réalisation des espoirs allemands car elle sait trop ce qu'une Allemagne unie représente pour sa sécurité. Enfin, comment une France enchaînée à « l'Europe » pourrait-elle mener la politique méditerranéenne et africaine, dont son histoire et sa situation présente lui donnent la possibilité ? Autant de faits qui montrent que le « concert européen » ne sera jamais qu'une cacophonie. Ce qui est d'ailleurs dans la nature des choses.

Ainsi, ni les données économiques ni les tendances diplomatiques ne permettent de dégager un « intérêt européen ». Dès lors, pourquoi ne pas fonder l'Europe, comme le demande Paul Sérant, sur la culture qui lui est commune ? L'idée est sans doute plus réaliste que n'importe quelle autre. Si les nations parviennent un jour à s'associer, à se fédérer, ce sera sur la base solide et durable que représente un héritage commun, une civilisation identique. Mais alors, comme nous le faisons remarquer à notre interlocuteur, l'Europe que la volonté des hommes a dessinée depuis la fin de la guerre ne serait pas viable puisque l'histoire des civilisations fait ressortir l'opposition du monde germanique à la civilisation créée autour d'Athènes, de Rome et de Paris. Sans nier cette grande « tension », Paul Sérant tente de faire ressortir les éléments complémentaires, l'attraction réciproque des deux civilisations. Certes, les Allemands ont toujours été attirés par l'Italie, surtout entre 1076 et 1250, lorsque leurs empereurs s'efforçaient d'asservir la papauté. Certes, il entre dans le composé français un élément celte, mais ses aspects positifs se révèlent lorsqu'ils sont associés à l'élé-

ment latin, comme Maurras l'a montré dans quelques fortes pages. Et, surtout, que d'actes d'hostilité à l'encontre de notre civilisation, depuis le refus de la romanisation jusqu'aux invasions barbares, depuis la réforme luthérienne qui brisa l'unité chrétienne jusqu'à l'impérialisme bismarckien, jusqu'au totalitarisme hitlérien. Autant de phénomènes qui sortent des profondeurs de l'Allemagne. Et que dire, sur le plan de la pensée, des efforts de Luther, de Kant, de Fichte, de Hegel, pour ruiner l'ordre philosophique et artistique édifié depuis la Grèce jusqu'à la France du XVIII^e siècle ? Il n'y a pas d'héritage commun entre la latinité et le monde germanique. Tout au plus, ce monde peut-il, à certaines époques privilégiées, être pénétré des bienfaits de notre civilisation. Querelles dépassées au siècle de l'atome, problèmes effacés par une terrible défaite et par la prospérité matérielle d'aujourd'hui. L'histoire nous enseigne que les caractères d'un peuple sont plus forts que les découvertes techniques, et que l'Allemagne a connu d'autres « crépuscules des dieux ».

Si « l'Europe » se réalise un jour, elle fédérera d'abord des nations qui ont reçu le même héritage et, dès lors, l'Europe ne sera pas seulement européenne mais aussi africaine et sud-américaine.

Ainsi pourrait se fonder une internationale vraie, qui serait d'autant plus solide qu'elle prendrait appui sur les caractères préexistants des nations. Verrait-elle le jour ? Nous n'en savons rien. Il est par contre certain que « l'Europe » que l'on nous propose aujourd'hui n'est qu'un mythe, dangereux pour notre civilisation, pour notre économie, pour notre sécurité. Et le déracinement, l'exploitation économique et le désordre — ou la contrainte — politique, qui en résulteraient, ne feraient qu'aggraver l'inquiétude moderne.

Que notre nation redécouvre ses sources profondes, qu'une ferme diplomatie limite les rivalités étatiques, qu'une économie prospère permette une coopération internationale poussée, que la conservation de notre capital matériel et spirituel permette sa transmission à d'autres peuples, et le problème de « l'Europe » se posera en d'autres termes, plus favorables et plus concrets. On en revient ainsi à la question de l'organisation politique. Car si la France veut devenir la pierre d'angle de l'internationale vraie, que souhaitait Maurras, il lui faut des institutions à la hauteur de ce dessein.

**Gérard LECLERC,
Bertrand RENOUVIN.**

Ont déjà participé à ce débat :
GABRIEL MATZNEFF, écrivain.
MARC VALLE, journaliste.
JACQUES LAURENT, Prix Goncourt 1971.
ROLAND LAUDENBACH, directeur des Editions de la Table Ronde.
BARUCH, journaliste.
Mgr PIERRE, évêque de Chersonèse.

Les Russes au Musée d'Art Moderne

Les musées soviétiques de Leningrad et de Moscou nous ont prêté pour plusieurs semaines des œuvres de Picasso, à l'occasion de son 90^e anniversaire. Cette exposition est constituée d'environ 25 toiles, datant des années 1900 à 1913. Certaines, teintées de l'époque où la plastique n'a pas encore évolué radicalement (*La buveuse d'absinthe*), d'autres au sens psychologique aigu (*Portrait de Soler*), d'autres encore devant lesquelles on ne peut rester insensible (*Le vieux Juif*) qui représente avec *Les deux Saltimbanques*, la période Bleue. Il faut noter que Picasso ne donne jamais à ses couleurs, rareté, recherche ou chaude tonalité. A. Derain disait à propos de périodes « Bleue » ou « Rose » : « C'est faire un ton et en mettre partout comme on enseigne dans les écoles des Beaux-Arts. »

Puis, c'est l'évolution après *Les Demoiselles d'Avignon* (1907) où le cubisme prend essor, il est ici très structuré, la composition en est solide (*Femme nue assise*, *Dame à l'éventail*), mais les couleurs sont trop froides. L'exposition se termine avec *Le Violon et la Clarinette*, bel exemple de lignes et de plans qui sont en parallèle, à cette époque, avec les « papiers collés ». Toute cette période de « recherche » et d'évolution forme une intéressante exposition. Une certaine création est alors évidente. Tout cela est loin de ce qui fait le Picasso d'aujourd'hui : un univers sans contact avec la réalité, une atteinte à la figure humaine, une indifférence à plaire ou à déplaire, un besoin de choquer, le hideux ou le monstrueux toujours présents, le but commercial que l'on sent dans son œuvre, nous font apprécier d'autant plus ces chefs-d'œuvre de Russie.

Parallèlement à Picasso, sont présentées des œuvres de Naum Gabo. Ce Russe, créateur du Constructivisme dans les années 1920, est un des premiers à avoir éclipsé le volume au profit du mouvement. Il veut démontrer le dynamisme des choses dans l'espace en introduisant le rythme ou « temps ». Constructions de plexiglas, de marbre, de métal, nous sont présentées. Cette exposition, d'un intérêt certain, nous permet de conclure que beaucoup de sources de la sculpture contemporaine se trouvent chez Naum Gabo.

Anne RICHARD.

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

édité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs,
Paris-1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement un an : 35 francs

Abonnement soutien : 70 francs

C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

Les Chemins du Monde

L'EUROPE DES DIX, ET APRÈS ?

L'élargissement de la C.E.E. soulève quatre problèmes importants pour la France : la concurrence industrielle, surtout de la Grande-Bretagne ; l'évolution économique de la C.E.E. ; le devenir du Marché Commun agricole ; le problème de la supranationalité.

UN GÉANT ÉCONOMIQUE

L'entrée de la Grande Bretagne dans la C.E.E. est curieusement pour la France un retour au passé, au XIX^e siècle où elle fut le premier client et le premier fournisseur de celle-ci alors qu'actuellement nos échanges commerciaux avec la R.F.A. sont cinq fois plus importants que ceux avec le Royaume-Uni. Voyons comment l'industrie française risque de se comporter face aux géants britanniques. La Grande-Bretagne vend à la France : produits alimentaires, machines-outils, produits chimiques, vêtements et textiles, machines de bureaux et matériel électronique. Nous vendons : produits agricoles et alimentaires, produits chimiques, produits pharmaceutiques, et certaines entreprises s'imposent sur le marché britannique : Poclain, Moulinex. Le groupe I.C.I. (industries chimiques) devance de loin Rhône-Poulenc. La situation est la même sur le marché de l'engineering électrique, l'électronique, les calculateurs. Rappelons que le Grande-Bretagne vient de sortir d'une période de stagnation économique, grâce à la politique de M. Heath, politique libérale classique (1 million de chômeurs).

LA GRANDE EUROPE, PUISSANCE MONDIALE ?

L'Europe des dix aura 257 millions d'habitants, son P.N.B. aurait été en 1969 de 563,2 millions de dollars (59,4 % de celui des U.S.A.). Elle sera le premier producteur d'acier et d'automobiles, le second constructeur électrique. Elle serait donc un concurrent de taille pour les U.S.A., mais avec trois handicaps : l'aide gouvernementale U.S. est beaucoup plus considérable, la recherche n'est pas rentable au niveau de petits pays, les sociétés sont trop petites. Nous pouvons donc nous attendre à une phase de concentration des sociétés, afin de créer des géants économiques susceptibles d'être opposés aux géants U.S. Les sociétés multinationales seront les homologues de leurs consœurs d'Outre-Atlantique, avant de fusionner.

Elles seront un danger, à cause de leur puissance, pour les gouvernements des pays où elles sévissent.

MORT DE L'EUROPE VERTE

Si l'unité européenne fut toujours une unité purement douanière, libérale et libre-échangiste au niveau industriel, au grand dam des « Jean Monnet » (1), les lois sur les produits agricoles prévoyaient des prix uniques et fixés d'avance, une politique unique des structures (premier et second plan Mansholt), l'union était aussi économique. Ce ne fut qu'un beau rêve, les dévaluations et réévaluations successives ont transformé le marché commun agricole en une juxtaposition de six marchés nationaux, protégés par des « taxes compensatrices », en fait des droits de douanes. Toute la politique de soutien des prix (si profitable aux producteurs de céréales), et d'aménagement des structures, financée par le F.E.O.G.A., supposait que la communauté manquait de produits agricoles. Depuis les choses ont changé, et les nouveaux venus ont des productions agricoles excédentaires ou sur le point de l'être (2). L'agriculture danoise est ultra-moderne, l'agriculture britannique très subventionnée, et la concurrence risque d'être dure pour les agriculteurs français.

MORT DE LA SUPRANATIONALITÉ

L'entrée de la Grande-Bretagne et de ses partenaires économiques habituels n'est pas le fruit du ralliement de celle-ci aux idéologies européistes, mais d'un calcul nationaliste. « L'objectif primordial de tout gouvernement britannique doit être de sauvegarder la sécurité et la prospérité du Royaume-Uni et des peuples qui en font partie. Les gouvernements qui se sont succédés en Grande-Bretagne depuis 1961 ont estimé que la meilleure façon de servir ces intérêts fondamentaux serait pour leur pays d'adhérer aux communautés européennes » (3). La communauté « est constituée par un ensemble de grandes nations pourvues de fondements solides et ayant chacune une personnalité et des traditions. Les travaux de la communauté reflètent donc en pratique le fait que ce sont des gouvernements souverains qui sont représentés autour de la table (...) Il est établi que la décision doit être prise à l'unanimité (...) il ne s'agit en aucune façon d'un affaiblissement quelconque de la souveraineté nationale » (4). Comme le soulignait

Marc Valle (*Combat*, 27 janvier 1972), l'Europe des idéologues est morte.

QUEL AVENIR ?

Nous pouvons prévoir à court terme de subtiles réjouissances pour régler les problèmes de l'entrée des « 4 », les mesures transitoires, et l'éternelle organisation des marchés agricoles. On pourrait créer un « jeu de l'Europe verte », auprès duquel le jeu d'échec et le « Nô » seront des amusements d'enfants.

Les « représentants » de l'agriculture française ont cru voir dans le Marché Commun le remède à tous les maux, beaucoup en sont revenus, certains exploitent cette désillusion, en attendant mieux. En fait, la Grande Europe, peut-être complétée par l'adhésion de l'Espagne et de la Grèce risque, de par le jeu des grandes firmes multinationales, de devenir une réplique des U.S.A., dominée par quelques trusts et la bureau-technocratie, en attendant de découvrir les maux dont souffre la société américaine.

Le développement économique bénéficiera aux pays riverains de la Mer du Nord, et aux régions de l'axe Rotterdam - Fos - Turin, le reste étant réduit à l'état d'hinterland à vocation agricole ou touristique. Nous savons que, quoi que nous fassions, dans le cadre politique actuel, nous ne changerions rien à la situation actuelle, et que notre combat est à longue échéance. Evitons donc de jouer les conseillers privés de Pompidou et préparons l'alternative à la démocratie, et à l'Europe qu'elle nous prépare.

Henri HOUZET, François MARTIN.

(1) Si nous exceptons la C.E.C.A. (Charbon - Acier), et l'Euratom.

(2) Pêcheries norvégiennes. Productions animales pour les trois autres. Notons que dans quelques années les problèmes ne seront pas dus au beurre néo-zélandais, mais au beurre britannique.

(3) Livre blanc britannique sur l'adhésion (6 juillet 1971). La documentation française. Notes d'études documentaires, p. 5.

(4) Op. cit., p. 10.

ERRATUM : Dans la réponse de Baruch (n° 33, page 7, 1^{er} col., 1^{er} par.), il fallait lire : « C'est pourquoi je ne peux dire que la monarchie est la meilleure institution possible, car l'avenir recèle de multiples découvertes. »

QUI NOUS RENDRA LES FEUX DE LA ST-JEAN ?

I - Fête et société industrielle

Depuis quelques années, le mouvement contestataire a fait de la « fête » un de ses grands thèmes de réflexion. Henri Lefebvre a pu parler du printemps des barricades, comme d'une invasion de la ville, de l'espace urbain d'ordinaire livré à l'implacable rationalité de la technique et des bureaux, par la fantaisie, son ennemi. Pendant quelques semaines, la rue ne fut-elle pas rendue à la liberté, aux rires et aux chants, voire à la farandole ? Là où d'ordinaire s'écoule le morne flot des passants pressés aux yeux éteints, flot qui n'a rien du flux de la vie mais obéit au rythme des machines, les visages se déridaient, « le peuple reprenait la parole » à perdre haleine.

Il me souvient des heures qui précéderent les fameuses bagarres de la rue Gay-Lussac. Certains militants enrageaient : on nous entraîne à la kermesse !... C'était bien la kermesse. Le service d'ordre qui encadrait la manif, hilare, formait en courant d'immenses chaînes à travers le boulevard Saint-Germain comme dans une noce villageoise. Était-ce là vraiment le hideux visage de la subversion ? Il est vrai qu'un peu plus tard éclataient de drôles de pétards et flamboyaient des feux qui n'étaient pas tous de joie. Mais enfin, l'espace d'un éclair, Paris avait retrouvé le son de la fête.

On ne saurait sous-estimer l'enjeu de la fête pour la vie sociale. Que certains de nos adversaires se soient emparés de son concept ne devrait pas, bien au contraire, nous détourner d'y réfléchir sérieusement. Dans son beau livre *« L'Asphyxie et le cri »*, Jean Onimus en montre toute l'importance.

« La communauté humaine, écrit-il, peut-elle vivre sans fêtes ? La fête est ce moment essentiel de la vie sociale, moment de vie intense, où la communauté prend conscience de sa cohérence et en fait une source de joie. En temps normal, chacun vaque à sa besogne, et la société se réduit à un tissu d'activités diverses dont la cohésion générale est peu ressentie. La fête provoque une rupture dans la monotonie du travail quotidien : l'espace d'un jour, voire d'une heure, la communauté se donne le loisir et le luxe d'être présente à elle-même, de jouir d'elle-même et de célébrer le plaisir de se retrouver. »

La société d'ancien régime faisait sans cesse alterner le travail et la fête. Tout anniversaire, tout patronage était prétexte à se réjouir et à interrompre le labeur quotidien. Il faudra le XIX^e siècle industriel pour briser ce rythme et imposer à d'immenses masses déracinées la loi du machinisme, un machinisme qui ne connaît de règles que dans le profit et la rentabilité, rongait au maximum le temps des hommes pour l'offrir au moloch de la productivité. Il faudra 1936, avec le Front

populaire, pour que le monde du travail puisse retrouver enfin le loisir, la détente, le temps libre... qui ne sont pas nécessairement la fête. Jusqu'alors, la société industrielle reconnaissait qu'un temps de repos pour que l'individu puisse refaire ses forces, récupérer en dormant sa « force de travail ».

Cet âge de fer a pris fin depuis que le capitalisme pour se survivre a été obligé de se réformer. Mais la société de consommation, qui est sortie de cette réforme, n'a fait que créer de nouveaux obstacles au retour de la fête. L'Occident, écrit Harvey Cox dans son livre, *La fête des fous*, (2) s'est enrichi au moyen d'un consternant appauvrissement des éléments vitaux de sa propre vie. Ces éléments sont le sens de la fête — l'aptitude à de véritables réjouissances et à de joyeuses célébrations — et la fantaisie, le don d'imaginer des situations de vie radicalement différentes. Comment aurait-il pu et pourrait-il en être autrement ? La rationalité technicienne n'a-t-elle pas envahi la vie entière, refoulant l'irrationnel, le fantaisiste, le fantastique, l'a-normal, ce qui ne rentre pas dans ses normes ? D'autre part la société programmée caractéristique de l'univers postindustriel s'est chargée de mettre au service de la rationalité économique et technicienne tous les sentiments et les pulsions humaines en jouant sur les ressorts secrets découverts par la psychanalyse. Du coup, nous voilà vivants, selon la juste expression de Gabriel Matzneff, par procuration. Nous sommes prisonniers, sans cesse modelés et refaits par un spectacle permanent que nous suivons en parfaits automates. Les situationnistes l'ont clairement montré et leur expression « société du spectacle » définit à l'égal de « société de consommation » l'univers postindustriel.

Donc, le fait que le loisir ait retrouvé droit de cité n'implique nullement que la fête de nos sociétés traditionnelles soit en train de renaître. Bien au contraire ! L'essence du loisir industriel implique une soumission totale à la mode, la fantaisie n'est que pure astuce commerciale. L'invention, la spontanéité sont impitoyablement refoulées. Nous sommes entièrement « agis ». Sartre dirait dans son langage élégant : « Nous sommes floués. » Nos moindres désirs sont commandés à notre insu. Nous nous réjouissons sur commande. Il n'est de fête que de la consommation. Suprême dérision : on n'avait rien trouvé de mieux que célébrer Noël à Parly II, il y a quelques années, pour l'agrément des auditeurs d'un poste périphérique !

« Il est enfin une cause implacable qui explique, pour parler comme les « liturgistes », l'absence de caractère festif de nos « communautés ». Comment pourraient-

elles être en fête puisqu'elles n'existent plus ? Lorsqu'elles existent encore on tente de tuer leur vie, leur originalité, leur personnalité. La fête constitue justement ce temps fort de la vie sociale où la communauté prend conscience de son identité. Plus de communauté, plus de fête, juste de mornes spectacles où des foules anonymes tentent de tromper l'ennui.

Dans ce contexte, on s'explique que toute volonté d'originalité, d'affirmation d'identité, apparaisse foncièrement réactionnaire. Effectivement, la « fantaisie » est une contestation de l'ordre rationnel, une question posée à un système idéologique, politique, économique qui refuse d'être mis en question. Le fantaisiste est rejeté, il est scandaleux.

Pourtant, il serait fou de croire que toute volonté d'originalité, toute fantaisie, toute volonté de réinventer la fête recèle une volonté réactionnaire. L'anarchisme surréaliste s'est toujours proposé d'illuminer l'existence en la transformant radicalement, par l'intervention d'un paradis terrestre. Le mythe de la commune, célébré et concélébré l'an dernier par les gauchistes, renvoyait à cette chimère idéologique. La vraie fête, comme la vraie vie ne dépendent pas d'une volonté révolutionnaire luciférienne, d'une sortie illusoire des limites de l'existence, des lois de l'univers.

C'est pourquoi d'ailleurs nous vivons dans une époque « tournant » à la fois riche de promesses et riche de menaces. Dans la mesure où l'univers, savamment concentrationnaire dont les sociétés développées sont victimes, brime la fantaisie, la créativité, les réactions risquent de dépasser la mesure, de se déchaîner au point de mettre en péril toute civilisation. Contrairement à ce que l'on croit généralement, le danger ne se situe pas nécessairement à gauche. Nous verrons comment le retour de Dionysos risque de déchaîner toutes les forces de l'enfer, si nous ne réinventons nous-mêmes la fête, la vraie.

(A suivre.)

Gérard LECLERC.

(1) Jean Onimus, *L'Asphyxie et le cri* (Desclée).

(2) Harvey Cox, *La fête des fous* (Le Seuil).

La Nouvelle Librairie d'Action française communique : La première partie du petit manuel royaliste étant épuisée, nous prions nos amis de suspendre momentanément leurs commandes.

UN MEETING, UNE CAMPAGNE

Le premier meeting d'Action Française pour l'année 1972 s'est tenu le jeudi 28 janvier, rue de Rennes à Paris, devant trois cents auditeurs. Le thème choisi était « Démocratie et répression ». Premier des orateurs, M^e Jean-Claude Fréaud a dénoncé la façon dont la République réprime toutes les velléités d'indépendance des dernières professions organisées : ainsi l'Ordre des Avocats avait établi lui-même les conditions de désignation de son Conseil. Le système marchait et personne ne s'en plaignait. C'était sans compter sans la fureur légiférante de l'Etat bureaucratique qui vient d'imposer ses conditions d'élection. Bertrand Renouvin, qui lui succéda, rappela que les « professions libérales » n'étaient pas les seuls objets de la sollicitude répressive du régime. Ainsi la République bourgeoise, celle de Thiers, de Gallifet et de Briand, faisait tirer sans douceur sur les ouvriers de Draveil après en avoir massacré bon nombre à l'occasion de la commune. N'avaient-ils pas l'impudence de se révolter contre l'esclavage où le capitalisme démo-libéral les avait plongés ? De nos jours, on ne tire plus

sur les ouvriers, on les sous-paye. Mais l'Etat techno-bureaucratique les exploite tout autant en les transformant en machines à consommer avec la bénédiction des syndicalistes intégrés au système en détruisant surtout ce qui faisait la beauté de l'art de vivre français.

Puis, Gérard Leclerc, avec sa flamme habituelle analysa la détérioration de la qualité de la vie : « La démocratie, s'écriait-il, a chassé la fête de la cité en réduisant celle-ci à un amas de casernes ordonnées par des banquiers. L'affaire de la Voie Express rive gauche montre que l'irresponsabilité, l'anonymat d'une administration sans visage, l'emprise de l'argent sur l'Etat aboutissent à désintégrer davantage encore la ville. La restauration d'une société communautaire, fondée sur l'amitié, suppose le retour du Roi, arbitre entre les communautés, pacificateur et fédérateur, indépendant des puissances financières. » Et très applaudi, notre directeur politique, après avoir rappelé que le comte de Chambord avait, en 1873, refusé la couronne qui lui était proposée, car il ne voulait pas être le chef couronné de la démocratie

libérale, la caution des fusilleurs versaillais conclut en dénonçant l'hypocrisie de la gauche qui prétend lutter contre la répression mais la pratique avec férocité dès qu'elle est au pouvoir, que ce soit à Draveil, à Prague ou à Moscou.

Dernier orateur, Abel Pomarède, président d'honneur des Camps Maxime Real del Sartre, par décision du fondateur des Camelots du Roi, et fils, justement, d'un des « émeutiers » de Draveil, vint apporter le salut des vigneron languedociens à la Nouvelle Action française, mouvement dont il se plut à souligner le dynamisme tout à fait conforme à la tradition contre-révolutionnaire maurrassienne.

Le nombre de curieux, voire d'adversaires, qui engagèrent des discussions avec nos militants après le meeting, est le meilleur indice du succès de la réunion.

On lira par ailleurs (page 5) le compte rendu de la campagne contre la voie express. Nous rappelons à nos lecteurs que toute personne intéressée par l'opération peut écrire à :

M^e Parmentier, 39, boulevard Raspail, 75 - Paris (6^e).

RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

PARIS VIII^e - XVII^e

« CAMPAGNE SAUVER PARIS ». Conférence de Jean-Claude Botrel, responsable de la campagne. Mardi 8 février à 21 heures, Caves Pétrisan, 30, avenue Niel.

PARIS XV^e

Réunion le vendredi 11 février à 21 heures. Gérard Leclerc présentera : « Un nouveau débat sur la monarchie » dans une salle réservée au sous-sol du Café des Sports, 24, rue Alain-Chartier (métro : Convention).

ANTONY - SCEAUX

BOURG-LA-REINE

Cercle d'études à la Faculté de Sceaux (métro : Robinson), salle 316, bâtiment des T.D., le jeudi à 17 heures.

VERSAILLES

Permanence salle du tribunal de l'Hôtel de Ville, de 15 heures à 18 heures : — le 13 février : — les 2^e et 4^e dimanche de chaque mois.

PARIS XVIII^e - IX^e

Permanence Café « Le Carrefour », 99, rue Ordoner, tous les mardis de 18 heures à 19 h 30.

BREST

Prendre contact avec Yvon Pen, 63 bis, rue de Lyon, 29N - Brest.

LE MANS

— La N.A.F. est en vente à La Broce-liande, 21, rue de la Reine-Béren-

gère (vieille ville).

— Permanence : tous les samedis à 14 heures, 5, rue Saint-Pavin-de-la-Cité.

AUBE

Dans l'Aube, la N.A.F. est en vente : TROYES :

La Civette, place Maréchal-Foch. A la Grosse Pipe, 1, rue Juvenal-des-Ursulines.

Le Balto, 51, rue de Turenne.

Au Pacha, 50, rue Colonel-Driant.

Le Fontenoy, rue Gal-de-Gaulle.

VENDEUVRE :

Librairie Collin Noël, 50, Grande-Rue.

CHAOURCE :

Sporting Bar.

BAR-SUR-AUBE :

La Maison de la Presse.

REIMS

Permanence le mercredi de 18 heures à 21 heures, 19, boul. Henri-Vasnier.

NICE

Le cercle Charles-Maurras communique les dates de ses prochaines conférences qui auront lieu salle Bréa, 4, boulevard Carabacel, 06 - Nice : les 1^{er} février, 15 février et 29 février à 20 h 45.

Pour les artistes

Tous nos amis désirant participer comme exposants à des manifestations artistiques sont priés de se faire connaître. Notre but est d'abord de recenser tous ceux qui seraient désireux de faire connaître leur production artistique. Du nombre des réponses dépendra la possibilité de mettre à exécution ce projet. Nous vous ferons connaître par courrier les modalités pratiques prévues.

Adressez toute correspondance :

M^{lle} Isabelle MINORET
11, rue Marcel-Renault — 75 - PARIS (17^e)

ABONNEZ-VOUS A LA N.A.F.

(Hebdomadaire royaliste)

Je, soussigné (nom)

demeurant (rue) n°

à (ville) (département)

souscris un abonnement d'un an à la « N.A.F. » et verse la somme de
(Tarif normal : 35 F. — Etranger : 45 F. — Etranger avion : 75 F)

● chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)

● chèque bancaire joint

● mandat-lettre joint

Date et signature :

En souvenir d'un ORDRE FRANÇAIS

Michel Flichy est mort. Ce nom ne dira, sans doute, rien à la plupart de nos amis. Ceux qui ont eu l'occasion de lire l'Ordre Français se souviendront davantage de « Louis Damenie ». Mais peu importe. L'homme qui vient de nous quitter a contribué au renouveau de notre Action française d'une manière d'autant plus efficace qu'elle se voulait discrète.

Tout commença en 1955. A l'époque, je parlais chaque semaine aux étudiants de l'Institut de Politique nationale ; mes premières conférences ne groupaient qu'une vingtaine d'étudiants et, peu à peu, ils étaient devenus une centaine. Un soir, un quadragénaire, aussi sec et nerveux qu'un sarment de vigne, vint s'asseoir parmi l'auditoire. A la sortie, il se précipita sur moi. « Je vous enlève », me dit-il. Je n'avais pas du tout envie de me laisser enlever par un monsieur que je ne connaissais ni d'Adam ni d'Eve. Par prudence, je demandai à un camelot de nous accompagner. Nous aboutîmes au « Critérion », en face de la gare Saint-Lazare.

Michel Flichy — c'était lui — m'expliqua qu'un groupe de militants d'A.F., excédé par le mouvement et le journal, se réunissait depuis un certain temps autour d'un ancien membre des comités directeurs. André Keneut. Ils se demandaient que faire. L'idée leur était venue de fonder une revue. Encore fallait-il un animateur. Ils m'avaient choisi.

Ainsi naquit l'Ordre Français, dont Michel Flichy devait dessiner le titre. Nous trouvâmes un bureau dans un certain immeuble de la rue Chabanais, qu'un usage plus frivole avait rendu glorieux. Mais avant de servir de lieu de bonne fortune aux grands ducs et aux sénateurs, il avait abrité les méditations de M. le comte de Saint-Simon, ce qui nous semblait être un signe.

D'emblée, nous avons fait de l'Ordre

Français une revue-laboratoire. Certes la guerre d'Algérie, le mai de 1958, la politique d'abandon que le « général » dévoilait peu à peu, devaient nous contraindre à donner plus de place que nous l'avions souhaité, à des combats immédiats. Pourtant, il suffit de parcourir la collection de la revue. Que d'idées neuves ou révigorées. Je pense à l'enquête sur le nationalisme, à l'article génial de l'abbé Berges, de Nantes, sur l'informatique, à l'étude prophétique du professeur Boegner sur la réforme de l'enseignement. Moi-même, j'ai sans doute pu, grâce à l'Ordre Français, donner mes analyses de « la lutte des classes en Union soviétique » ou de la bureaucratie, qui, à distance, semblent avoir perdu toute originalité, tant elles ont été pillées et plagées.

Pourtant l'Ordre Français n'a jamais eu plus de quinze cents abonnés, même si M. Michel Debré, du temps où il jouait « Michou la colère » était du nombre. Du moins touchions-nous un public nouveau : étudiants, officiers, ingénieurs, techniciens, universitaires. Michel Flichy à l'époque écrivait peu : Il nous donnait, sous son pseudonyme de Louis Damenie, des études économiques, d'une grande valeur. Parfois aussi il rédigeait l'éditorial. Celui d'avril 1957 donne la mesure de sa volonté de rupture avec le désordre établi. Il suffit de citer cette seule phrase : « Nous ne consentons pas à discuter avec ceux qui rêvent du feldwebel prussien qui viendra mettre de l'ordre chez nous. » Quelle clairvoyance aussi, quand, dès octobre 1960, il dénonçait « parmi les défenseurs de l'Algérie française de petits groupuscules d'étourdis, trop prompts à céder aux provocations ».

Mais Michel Flichy ne se contentait pas d'écrire. Ce polytechnicien, cet ancien officier était devenu chef d'entreprise. Il avait réussi à transformer radicalement une

petite affaire, la décentralisant, l'automatisant et dans son secteur, il se tenait à la pointe du progrès. Ce qui lui permettait d'aider la revue à boucler de difficiles fins de mois. Au début, il s'était imaginé, avec quelque naïveté, que de grands patrons, qui se prétendaient « nationaux », l'aideraient. En fait, la revue, qui se voulait anti-européenne, antilibérale, antitechnocratique, les effrayait. Ils ne lâchèrent pas un centime. André Keneut, lui-même, deux ou trois autres se dévouèrent. Flichy n'était pas riche. Il gagnait bien sa vie, grâce à son intelligence, à son travail, mais les sommes qu'il consacrait à la revue dépassaient de beaucoup la simple générosité.

Un jour Domenach me confia : « Vous devez avoir de gros moyens pour réaliser une telle revue. » Pouvait-il imaginer qu'elle était fabriquée par un seul homme, aidé d'une secrétaire et de dévouements en si grand nombre qu'ils finissaient par ressembler à de gros moyens ? Jamais, au grand jamais, la revue n'a payé un seul article. Ce qui ne l'a pas empêché de réunir des dizaines de collaborateurs de talent.

Avec la publication de « la stratégie de la révolution nationaliste », le temps de la revue-laboratoire s'achevait. De verte, la revue devint blanche. Dans mon esprit, ce changement de couleur symbolisait le passage de la réflexion à l'action. Nous avions une stratégie, il fallait l'appliquer et tout en restant dans la vieille ligue, créer autre chose de radicalement nouveau. Mais les militants n'étaient pas prêts à me suivre, comme devait le prouver la tentative de créer avec « le club de la culture française », « le centre Sainte-Geneviève » et « Réalités Nouvelles », cette autre chose. Réaliste, Michel Flichy ne me suivit pas. L'Ordre Français continua ou plutôt survécut.

Si nous avons manqué (comme d'ailleurs Esprit et tant d'autres revues-laboratoires qui, elles aussi, se survivent) le passage de la réflexion à l'action que seule l'A.F. de Maurras a réussi, il reste que la « revue verte », l'Ordre Français des premières années, a profondément marqué une génération de jeunes royalistes et peut-être appartiendra-t-il à la N.A.F. de reprendre notre entreprise, sans doute prématurée, et de la mener à bien. Au fond, Michel Flichy disparaît au moment où les idées qu'il avait fait vivre s'incarnent dans une jeunesse ardente et nombreuse.

Pierre DEBRAY.

REPUBLIQUE OU MONARCHIE

La semaine prochaine, la réponse de
PIERRE BOUTANG